

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LES COMMÉMORATIONS DU 6 JUIN 1944 ET LA POLITIQUE ETRANGÈRE FRANÇAISE

ENTRE DIPLOMATIE ET CINÉMA

PAR

GILLES ANDRÉANI (*), ELIZABETH CAREY (**)
et MANON-NOUR TANNOUS (***)

Le Débarquement du 6 juin 1944 est l'événement historique le plus célébré au monde : tournant des opérations militaires sur le théâtre d'opérations ouest en Europe, il est le symbole de l'alliance des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et des démocraties européennes pour la libération du continent. Il incarne de ce fait une mémoire principalement occidentale de la Seconde Guerre mondiale.

La France a vis-à-vis de cet événement une position complexe : événement heureux, il permet la libération du territoire. Cependant, il n'implique quasi pas les forces françaises, réservées au débarquement de Provence, où elles joueront un rôle essentiel. On sait que le général de Gaulle, tenu à l'écart des préparatifs de l'opération Overlord, n'en fut avisé que la veille. C'est donc la libération de la France par ses alliés et non par elle-même, et sa marginalisation militaire dans le conflit que représente aussi pour elle le débarquement en Normandie.

Cependant, pays hôte des cérémonies qui le commémorent, la France préside à leur ordonnancement. Or leur ampleur et leur visibilité médiatique, loin de s'atténuer avec le temps, n'ont cessé de croître depuis les années 1960. La diplomatie française s'est trouvée ainsi confrontée à plusieurs problèmes : celui de la participation de l'Allemagne dans les années 1980, puis de la Russie depuis la chute de l'Union soviétique.

Les chefs d'Etat français y ont aussi trouvé matière à adresser des messages de portée nationale ou internationale, dont le plus spectaculaire a été sans conteste le refus obstiné du général de Gaulle de participer aux cérémonies. Les commémorations ont aussi été pour eux l'occasion de réaliser des « coups » politiques ou diplomatiques, comme l'affichage d'une proximité retrouvée avec l'Amérique par Nicolas Sarkozy aux côtés

(*) Conseiller maître à la Cour des comptes (France) et professeur associé à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

(**) Docteur en Science politique de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

(***) Doctorante à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

de Barack Obama en 2009 ou l'organisation, par François Hollande, d'une rencontre impromptue entre les présidents russe et ukrainien en 2014.

Au-delà des problèmes et des occasions diplomatiques qu'elles suscitent, les commémorations évoluent au fur et à mesure que se transforme la mémoire du 6 juin 1944 : de célébration de la victoire sur l'Allemagne, elles deviennent une célébration de la solidarité atlantique, puis une exaltation de la réconciliation européenne et de la paix mondiale, sans jamais perdre, cependant, leur caractère d'hommage aux combattants alliés.

Cette transformation de la mémoire, ce ne sont pas les célébrations officielles du 6 juin qui en rendent le mieux compte, mais le cinéma. Deux films, *Le Jour le plus long* en 1964 et *Il faut sauver le soldat Ryan* en 1998, illustrent le passage d'une vision collective et réconciliatrice, voire irénique, de l'événement à une lecture plus violente, plus réaliste, mais aussi sensiblement plus nationale, centrée sur l'héroïsme des combattants américains.

Cette évolution témoigne de la difficulté croissante à proposer des événements une vision dans laquelle tous puissent se retrouver. Le révèle les commémorations les plus récentes, qui ont pris l'allure d'une série de cérémonies nationales parallèles. La vision commune que les organisateurs français ont tenté d'en présenter dans le spectacle donné en juin 2014 sur la plage d'Ouistreham ne l'illustre-t-elle pas à sa façon ? La mise en scène donnait en effet du 6 juin une lecture si générale et consensuelle que l'événement lui-même en semblait absent. Pourra-t-on encore dans ces conditions le commémorer à l'avenir ?

1954 : UNE COMMÉMORATION MODESTE

En 1954 est commémoré le dixième anniversaire du Débarquement en Normandie. Pour la première fois depuis la guerre, le gouvernement français participe à l'organisation des cérémonies par l'intermédiaire d'un comité national, qui associe à cet anniversaire les 40 ans du début de la Première Guerre mondiale. Le président René Coty résume ainsi la relation entre les deux moments : « *40^e anniversaire de la Marne, 10^e anniversaire de la libération, deux combats, une seule cause : la liberté de la patrie* » (1).

Le président René Coty se rend en Normandie, où il inaugure le 5 juin le Musée du Débarquement, à Arromanches et, le lendemain, le Musée de la Libération, à Cherbourg. L'ouverture de ces premiers musées permet la fixation de lieux de mémoires liés au Débarquement. En l'absence du président américain Dwight Eisenhower et du premier ministre britannique Winston Churchill, qui se font représenter, la cérémonie est essentiellement française. Eisenhower s'était rendu à Sainte-Mère-Eglise et à Colleville-

(1) Serge BARCELLINI, « Deux mémoires en parallèle », disponible sur le site Internet www.institut-strategie.fr/ihec_44prov_Barcelli.html.

sur-Mer en juin 1951, en compagnie du général Montgomery (2). En 1954, le Président américain s'en tint à une courte déclaration depuis Camp David, dans laquelle il notait que les événements « *nous rappellent ce que peuvent faire la coopération et l'amitié de peuples libres* », tout en évitant de donner à son message une tonalité de Guerre froide : « *Si certains des peuples qui furent nos frères d'armes se sont éloignés de nous, c'est un motif d'inquiétude, non de désespoir* » (3).

René Coty fait une large place aux alliés anglais et américains, salués dès les premières phrases de son discours : « *Hier nous apportions l'hommage de la Nation à la ténacité britannique. Aujourd'hui, nous venons offrir le témoignage de la reconnaissance française à la grande République des États-Unis d'Amérique* ». Exalter « *la geste anglo-américaine* » (4) permet alors au camp occidental de réaffirmer son unité dans le contexte de la Guerre froide. L'appel du président Coty à maintenir la « *vigilance* » des démocraties face aux périls y fait clairement allusion. Les victimes civiles françaises (environ 40 000 morts dans les trois départements bas-normands, ainsi que l'Orne, la Manche et le Calvados, d'après les décomptes les plus récents) ne sont que peu évoquées en 1954.

Ces commémorations restent toutefois isolées. Dans le contexte politique mouvant de la IV^e République, il est bien difficile de parvenir à une lecture commune d'événements proches et controversés : le discours de la victoire est partagé entre « *la victoire de De Gaulle, la victoire du communiste Rol-Tanguy, la victoire des chars de Leclerc, la victoire des Alliés* » (5). De ce fait, plus on se rapproche de la fin de la IV^e République, plus les commémorations de la guerre de 1939-1945 diminuent, alors que celles de la guerre de 1914-1918, plus consensuelles pour la mémoire française, prennent de l'importance (6). Les commémorations du 8 mai 1945 subissent d'ailleurs la même désaffection que celles du 6 juin 1944.

1964 : L'ABSENCE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

En 1964, Charles de Gaulle est revenu au pouvoir. L'année 1964, cinquantième de 1914 et du vingtième anniversaire de 1944, doit être pour lui une année de commémorations. Il nomme pour cela Jean Sainteny au ministère des Anciens Combattants. L'année s'achève symboliquement par l'entrée au Panthéon des cendres de Jean Moulin.

(2) « War-time leaders in Normandy », *Manchester Guardian*, 7 juin 1951. Le général Eisenhower s'était rendu à Londres à l'occasion du premier anniversaire du Débarquement, où il reçut la médaille de la liberté (*Freedom Medal*) et fut acclamé par la foule. Cf. le site Internet www.britishpathe.com/video/d-day-beaches-one-year-after.

(3) Pour la déclaration de Dwight Eisenhower le 6 juin 1954, cf. le site Internet www.presidency.ucs.edu/ws/?pid=9912.

(4) Olivier WIEVIORKA, *La Mémoire désunie*, Seuil, Paris, 2010, p. 220.

(5) Gérard NAMER, *Batailles pour la mémoire. La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Papyrus, Paris, 1983, p. 167.

(6) *Id.*

Cette année commémorative lui permet d'inclure ces événements dans une continuité historique, dans laquelle s'inscrit son propre rôle et celui de la France combattante. Il « *fixe les éléments d'une 'grammaire mémorielle' appelée à lui survivre : commémorer la Résistance revient à honorer des combattants, morts et vivants, des soldats de la France, en les inscrivant dans la longue durée de la nation et de l'Etat, dont ils furent les défenseurs* » (7). En 1952 à Bayeux, il faisait le lien entre le Débarquement du 6 juin et son propre discours prononcé huit ans auparavant, le 14 juin 1944, dans cette même ville, évoquant ainsi la libération du territoire français : « *la grande bataille par laquelle les armées et les flottes alliées, l'armée et la flotte française ont naguère libéré l'Europe* », pour ajouter qu'il incarnait alors « *le pouvoir national* » (8), au besoin contre les Alliés.

Or, dans cette « *pédagogie de l'honneur national* » (9), le Débarquement tient une place particulière. Le Général ne peut en faire l'économie, surtout après la sortie en 1962 du film *Le Jour le plus long*, qui en popularise la mémoire. Des fascicules de quelques pages sur le Débarquement sont distribués aux écoliers français. Pourtant, le Général refuse de participer aux cérémonies et fait représenter le gouvernement par Jean Sainteny, ministre des Anciens Combattants, et Raymond Triboulet, ministre de la Coopération.

En effet, le Débarquement en Normandie représente pour de Gaulle la mise à l'écart de la France libre. Alain Peyrefitte rapporte ainsi ses paroles : « *La France a été traitée comme un paillasson ! Churchill m'a convoqué d'Alger à Londres, le 4 juin. Il m'a fait venir dans un train où il avait établi son quartier général, comme un châtelain sonne son maître d'hôtel. Et il m'a annoncé le débarquement, sans qu'aucune unité française ait été prévue pour y participer* ». « *Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! Comme ils venaient de le faire en Italie et comme ils s'apprétaient à le faire en Allemagne ! [...] Et vous voudriez que j'aie commémoré leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi !* » (10).

Déjà, le 6 juin 1959, pour les 15 ans du Débarquement, le président de Gaulle nouvellement élu n'était pas sur les plages normandes mais en Auvergne, où il célébrait la Résistance française et les maquisards, prolongeant ainsi la fiction politique d'une France libérée par elle-même. En 1964, la logique reste la même, amplifiée par la politique d'indépendance voulue par de Gaulle dans le contexte de la Guerre froide, symbolisée par la reconnaissance de la Chine en janvier de la même année (1964), ainsi

(7) Gilles VERGNON, « 'Au nom de la France'. Les discours des chefs d'Etat sur la Résistance intérieure (1958-2007) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 112, 2011, p. 144.

(8) Serge BARCELLINI, « Diplomatie et commémoration. Les commémorations du 6 juin 1984 : une bataille de mémoire », *Guerres mondiales et conflits contemporains : Revue d'histoire*, n°186, 1997, p. 124.

(9) *Id.*

(10) Alain PEYREFITTE, *C'était de Gaulle*, t. 2, De Fallois/Fayard, Paris, 1997, pp. 84-85.

que le veto de la France à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne (CEE) (11).

De Gaulle est naturellement présent en août 1964 aux cérémonies commémorant le débarquement en Provence. Le président américain Lyndon Johnson est quant à lui également absent des cérémonies, ayant déclaré qu'il ne quitterait pas les Etats-Unis dans l'année qui suivait l'assassinat du président Kennedy. Eisenhower est quant à lui présent en Normandie cette année-là pour les besoins d'un documentaire (12), mais préfère ne pas assister aux cérémonies.

« LE JOUR LE PLUS LONG » : UN 6 JUIN CONSENSUEL

Au fond, *Le Jour le plus long* avait été la vraie commémoration de l'événement pour les années 1960, La première du film eut lieu en France au Palais de Chaillot, en présence du général de Gaulle, la chanson « *Car ce jour est le plus long* » étant ensuite interprété par Edith Piaf au pied de la Tour Eiffel. Lorsque le film fut diffusé pour la première fois à la télévision française en 1978, les spectateurs furent si nombreux que le réseau électrique sauta.

Le Jour le plus long réunit près de 50 stars : américaines, comme John Wayne, Henry Fonda et Robert Mitchum, britanniques, comme Richard Burton et Sean Connery, françaises comme Bourvil et Georges Rivière, ou allemandes, comme Curd Jurgens et Werner Hunz. Ce *casting* grandiose a contribué au succès du film. Certains acteurs purent bénéficier de conseils de leur personnage, tels le général James Gavin, qui conseilla Robert Ryan, ou, côté allemand, le général Günther Blumentritt, qui non seulement conseilla l'acteur allemand Curd Jurgens, mais également lui prêta ses médailles pour les besoins du tournage. Le tournage eut lieu en Normandie, sur l'île de Ré, en Corse, où la plage d'Omaha Beach fut entièrement reconstituée.

Tourné en noir et blanc, *Le Jour le plus long* a l'aspect non seulement d'un film, mais également d'un documentaire historique. L'état d'esprit des soldats et des officiers à la fois du côté des Alliés et du côté des Allemands, leurs perceptions et leurs calculs stratégiques sont mis en scène sans qu'aucun personnage en particulier ne domine le film, ce qui permet au spectateur de se concentrer sur l'ensemble des événements, dans une sorte de fresque historique panoramique.

Le Débarquement est ainsi présenté de manière très complète, tant en termes chronologique et national – le film montre les actions à la fois des Américains, des Britanniques, des Canadiens, des Allemands et des

(11) Le général de Gaulle voit dans le Royaume-Uni le cheval de Troie des Etats-Unis et craint qu'une adhésion britannique ne dénature l'Europe européenne pour en faire une Europe atlantique. Sa décision est cependant également influencée par le ressentiment qu'il nourrit à l'égard des Anglais depuis son exil à Londres pendant la guerre.

(12) « Why Ike wouldn't celebrate the D-Day Anniversary », *International New York Times*, 19 mai 2014.

Français – que du point de vue des combattants. Cela, dans une veine où la violence de la guerre est suggérée plus que montrée, et où la cruauté et la souffrance sont absentes. Le film protège très largement la sensibilité du spectateur : l'assaut final d'Omaha Beach en particulier met en scène des soldats qui courent relativement aisément sur la plage sans qu'aucun détail morbide ne soit montré, tandis que le film se termine sur la musique entraînante de Maurice Jarre.

Film de la Guerre froide, *Le Jour le plus long* illustre la libération de l'Europe par l'Amérique, qui y tient le rôle principal. Pour les Britanniques, le Débarquement est à la fois une revanche sur la défaite de Dunkerque quatre années auparavant et le chant du cygne de l'Empire, accompagné d'un « passage du flambeau » de la puissance britannique à la puissance américaine, le 6 juin étant le dernier moment où les Britanniques se battent plus ou moins à égalité aux côtés des Américains.

Du côté allemand, *Le Jour le plus long*, met en scène une Wehrmacht et des combattants allemands respectables, voire lucides et capables de concevoir le tragique de leur propre situation, comme lorsque le général von Rundstedt, qualifie avec exaspération Hitler de « *caporal bohémien* ».

Les actions de la Résistance française, l'implication des populations, l'action du Commando Kieffer et des forces navales françaises libres donne à voir une image flatteuse de la France du 6 juin 44, avec des personnages français présentés de manière caricaturée et sympathique. La manière dont *Le Jour le plus long* montre chacune des parties concernées sous un jour héroïque ou tout du moins honorable explique en partie le succès jamais démenti du film auprès du grand public depuis sa sortie.

Au bout du compte, les seuls à ne pas réserver un accueil favorable au *Jour le plus long* à sa sortie furent les Soviétiques. Ces derniers soutinrent en effet que l'offensive du 6 juin, loin de représenter un tournant dans la guerre, arriva bien trop tard et avec trop peu de moyens, accusant leurs alliés d'avoir « *combattu jusqu'au dernier soldat soviétique* » pendant la majeure partie de la guerre. D'où leur traditionnel désintérêt pour les cérémonies commémoratives du 6 juin, dont ils minimisent l'importance historique. Les commentateurs soviétiques qualifièrent *Le Jour le plus long* à sa sortie de « *mensonge grossier* ». Les Soviétiques finirent par riposter sur le plan cinématographique en 1970 avec *Libération*, film du réalisateur Youri Ozerov sur la Seconde Guerre mondiale, en cinq épisodes. Le troisième épisode de *Libération*, qui traite de l'année 1944, réduit à son strict minimum le débarquement en Normandie, n'accordant que quelques secondes aux événements du 6 juin sur les 60 minutes de l'épisode.

1974 : DISTANCE DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING

La commémoration décennale suivante intervient alors que Valéry Giscard d'Estaing vient d'être élu à la présidence de la République. Le 8 mai 1974 a d'ailleurs été célébré entre les deux tours du scrutin présidentiel

par Alain Poher (13). Le Président récemment élu s'abstient de participer aux cérémonies du 6 juin. Cette absence doit sans doute quelque chose aux circonstances : le 5 juin 1974, Jacques Chirac vient d'être nommé Premier ministre et fait son discours de politique générale à l'Assemblée nationale.

Valéry Giscard d'Estaing, quelques semaines plus tard, marque le souvenir de la Libération en se rendant le 24 juin au Mont-Mouchet, lieu d'un combat inégal entre la Résistance française et la Wehrmacht : souci gaullien de commémorer la résistance intérieure, mais aussi occasion pour un président moderne, qui prétend dépasser les coupures politiques traditionnelles, d'en appeler au souvenir du Conseil national de la Résistance et à l'unité du pays au lendemain de la Libération.

Richard Nixon, le Président américain, également absorbé par la politique intérieure dans le contexte de l'affaire du Watergate, n'est pas présent. Les cérémonies, néanmoins imposantes, sont marquées par un certain souci de réalisme. Une reconstitution de l'assaut à la pointe du Hoc par les Rangers américains est organisée pour les représentants des gouvernements alliés. L'accent y est mis sur les hommes, véritables artisans de la victoire. Signe de la prédominance d'une vision militaire des événements de 1944, c'est le ministre de la Défense Jacques Soufflet qui représente le gouvernement. (14).

Cette fidélité aux événements compense en fait un relatif manque d'intérêt. Côté anglo-saxon, ce sont surtout les vétérans qui font depuis la fin du conflit un pèlerinage annuel sur les côtes normandes, notamment le général américain Omar Bradley et le général britannique Richard Gale (15). Ce n'est qu'en janvier 1978 que Jimmy Carter et Valéry Giscard d'Estaing se rendent ensemble à Omaha Beach.

L'absence de 1974 est-elle le fait d'un Président « *plus porté vers les changements à venir que vers le recours au passé* », qui ne « *s'exprime que rarement sur les questions historiques* » (16) ? En 1975, Valéry Giscard d'Estaing annonce aux membres du Conseil européen sa décision de ne plus commémorer, désormais, le 8 mai 1945. Il fait ainsi ostensiblement primer la réconciliation franco-allemande et l'avenir de l'Europe sur la commémoration du passé.

1984 : MITTERRAND, REAGAN ET LA QUESTION ALLEMANDE

François Mitterrand, homme d'histoire, est l'un des présidents qui s'exprime le plus sur le thème de la Résistance. La commémoration mitterrandienne de 1984 a déployé un faste sans précédent pour une

(13) Gérard NAMER, *op. cit.*, p. 189.

(14) *Ibid.*, p. 191.

(15) L'un étant à la tête des troupes américaines terrestres qui débarquèrent en Normandie, l'autre à la tête de la 6^e division aéroportée britannique. Cf. « D-Day pilgrimage: General Gale to revisit first liberated village », *The Manchester Guardian*, 5 juin 1956.

(16) Gilles VERGNON, *op. cit.*, p. 146.

commémoration du 6 juin. Elle est notable par son souci de mettre en avant la résistance intérieure. Jacques Attali explique que le Président « *déteste la résistance de Londres et d'Alger qui symbolise pour lui une revanche de Paris* » (17) et préfère insister sur le rôle d'une résistance intérieure et provinciale qu'il identifie à Jean Moulin. Sans s'écarter de la trame des commémorations gaulliennes, il en modifie ainsi l'équilibre.

En décidant d'assister aux cérémonies du 6 juin 1984, François Mitterrand en fait un temps fort de la diplomatie. Il se heurte au Comité du Débarquement présidé depuis sa création par Raymond Triboulet (18). Des intérêts relatifs à la politique mitterrandienne d'une part et au tourisme local d'autre part imposent des priorités divergentes. En 1984, le gouvernement souhaite imposer son propre programme commémoratif autour des idées suivantes : une cérémonie internationale à Utah Beach et une cérémonie française à Ouistreham, « *lieu où débarqua le seul commando français ayant participé au débarquement du 6 juin* », permettant, d'une part, de « *donner à la France une véritable place dans cette journée commémorative qui risquait fort de souligner son absence militaire originelle et, d'autre part, d'inverser une hiérarchie gaullienne interne aux SAS* » (19).

La concurrence entre le Comité du Débarquement et le gouvernement concerne également le choix des invités internationaux à Utah Beach. Le Comité du Débarquement identifie six Etats comme participants du Débarquement : la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Norvège et les Pays-Bas (20). Or en mars 1984, cinq autres gouvernements font valoir leur droit à participer aux commémorations : le Luxembourg, la Grèce, la Tchécoslovaquie, la Pologne et le Danemark, revendications que François Mitterrand décide de prendre en compte, « *tout en laissant la prééminence au groupe des six* » (21).

Cette solution intermédiaire engendre de nouvelles revendications, émanant de l'ambassadeur soviétique en France : est repris l'argumentaire classique selon lequel l'ouverture du front atlantique n'a été possible que grâce aux batailles menées par l'Armée rouge sur les fronts germano-soviétiques. Dans un article du *Monde* intitulé « La vérité (soviétique) sur le 'second front' », Dominique Dhombres note que durant les deux semaines précédant le 6 juin 1984, la presse soviétique s'est livrée à une campagne visant à « *rétablir la vérité* », à savoir que la guerre a été gagnée sur le front

(17) Jacques ATTALI, *Verbatim : Chronique des années 1981-1986*, Fayard, Paris, p. 10.

(18) Elu député en 1946, Raymond Triboulet fait voter à l'Assemblée nationale, le 21 mai 1947, une loi « *relative à la conservation du souvenir du Débarquement allié en Normandie* », qui charge en son article 1^{er} le gouvernement de « *l'organisation des fêtes du souvenir à l'occasion du 6 juin* ».

(19) Serge BARCELLINI, « *Diplomatie et commémoration...* », *op. cit.*, p. 126.

(20) *Ibid.*, p. 123.

(21) *Ibid.*, p. 130. Sont finalement présents sept chefs d'Etat et de gouvernement : le Luxembourg s'est ajouté aux six Etats initialement conviés, le grand-duc ayant physiquement pris part au Débarquement. C'est ainsi que se sont retrouvés la reine Elisabeth II du Royaume-Uni, la reine Beatrix des Pays-Bas, le roi Olav V de Norvège, le roi Baudouin de Belgique, le grand-duc Jean de Luxembourg, le premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau et le président américain Ronald Reagan.

est. La France contourne la demande d'invitation aux cérémonies émanant de l'Union soviétique en conviant le président soviétique du Comité des vétérans (ministre des Anciens combattants), deux vétérans soviétiques de l'escadrille Normandie-Niemen et un journaliste soviétique qui a couvert le Débarquement.

Se pose en outre la question de la place de l'Allemagne dans cette commémoration. La participation d'anciens pays ennemis n'est pas prévue par le Comité du débarquement, mais l'élargissement du nombre de pays assistant aux cérémonies conduit naturellement à s'interroger sur le sort à réserver au voisin allemand. Si Helmut Kohl a toujours nié avoir souhaité participer aux cérémonies de Normandie, François Mitterrand a néanmoins cru percevoir un souhait en ce sens du Chancelier allemand (22). Le Président français ne donne pas suite à ce qu'il a compris comme une attente de l'Allemagne, mais compense l'absence allemande en juin en organisant, quelques mois après, une cérémonie franco-allemande séparée, le 22 novembre 1984 à Verdun, une initiative annoncée dès le mois d'avril. Cette rencontre deviendra célèbre par l'image du Président français et du Chancelier allemand, main dans la main, devant l'ossuaire de Douaumont.

Dans ce contexte, François Mitterrand utilise la commémoration du 6 juin 1984 pour donner un message de réconciliation européenne : *« L'ennemi de l'époque, ce n'était pas l'Allemagne mais le pouvoir, le système et l'idéologie qui s'étaient emparés d'elle. Saluons les morts allemands tombés dans ce combat. Leurs fils témoignent comme les nôtres pour que commencent les temps nouveaux. Les adversaires d'hier se sont réconciliés et bâtissent ensemble l'Europe de la liberté »*.

Les cérémonies de 1984 marquent ainsi un tournant à la fois par leur ampleur et par le sens qui leur est donné. Olivier Wieviorka analyse le passage *« d'un paradigme militaire à un paradigme politique, d'une commémoration exaltant la victoire et l'héroïsme à une autre de plus en plus internationale [...] où le Débarquement est considéré comme l'amorce de la paix sur le continent et le premier élan donné à la construction européenne »*.

Le Président français n'est pas le seul à conférer à ces cérémonies une dimension politique forte. Ronald Reagan souhaite exploiter sa participation au 6 juin 1984, son dernier voyage avant les élections présidentielles américaines, pour conforter une image internationale de chef de file du monde libre (23) et occulter les primaires démocrates qui se tiennent au même moment. C'est ainsi que la Maison-Blanche insiste auprès

(22) La prudence dont font preuve H. Kohl et F. Mitterrand se conçoit si on songe au tollé provoqué par le dépôt conjoint, l'année suivante, d'une gerbe par H. Kohl et R. Reagan au cimetière militaire allemand de Bitburg, un geste inspiré par le même souci de marquer la normalisation des relations entre l'Allemagne et ses ennemis d'hier, mais mal perçu en raison de la présence, dans ce cimetière, de tombes de Waffen SS – et le Président américain avait ajouté à la confusion en qualifiant ces morts de victimes au même titre que les morts des camps de concentration.

(23) Selon un télégramme diplomatique, évoqué in Serge BARCELLINI, « Diplomatie et commémoration... », *op. cit.*, p. 133.

des autorités françaises réticentes pour que le calendrier de l'intervention du président Reagan à la Pointe du Hoc soit modifié, afin que le discours de ce dernier puisse coïncider avec un *prime time* à la télévision américaine, contraignant ainsi les autres chefs d'Etat et de gouvernement à bousculer leur propre calendrier ce jour-là. Le porte-avions nucléaire *Eisenhower* est déployé dans la Manche pendant l'intervention de R. Reagan, de manière à être visible en arrière-plan, au moment où celui-ci prononce son discours, rappelant ainsi à point nommé la puissance américaine et le statut de commandant en chef du Président (24).

Le discours de Ronald Reagan, qui célèbre en termes simples et vibrants l'héroïsme du bataillon de Rangers qui donna l'assaut de la Pointe du Hoc – et dont la moitié périt –, amorce un tournant dans la mémoire du 6 juin : celui de commémorations où les combattants et leur sacrifice ne sont plus salués par des discours patriotiques abstraits, mais par une évocation concrète de leur expérience et de leurs souffrances, évolution qui culminera une quinzaine d'années plus tard, avec la sortie du film *Il faut sauver le soldat Ryan*.

Le président Reagan saisit également l'occasion de son discours des « Boys of Pointe du Hoc » pour s'adresser à l'Union soviétique et lui représenter une Amérique « *préparée à la paix, préparée à dissuader l'agression, préparée au désarmement et, oui, préparée à une nouvelle ouverture dans un esprit de réconciliation* ». Le discours de la Pointe du Hoc est considéré comme l'un des plus marquants et les plus éloquents de sa présidence et de la commémoration de 1984. Il représente un tournant dans la construction du mythe du 6 juin dans la mémoire américaine (25). Il surpasse largement ceux prononcés par la suite par B. Clinton, Bush et Obama et contribue à la légende de R. Reagan comme « grand communicateur ».

La commémoration de 1984 représente également un tournant pour les Britanniques, même s'ils ne partagent pas entièrement le goût des Américains pour une mise en scène du Débarquement, qu'ils jugent un peu trop hollywoodienne (26). Leur obsession pour la Seconde Guerre mondiale et pour le Débarquement en Normandie se cristallise avec la commémoration de 1984, premier « anniversaire total » pour une « guerre totale » (27).

La commémoration de 1984 coïncide avec l'inauguration du Musée de Portsmouth, entièrement dédié au Débarquement. Inauguré le 6 juin 1984 par la reine mère Elizabeth, le musée comporte une tapisserie géante : d'une longueur de 83 mètres, « Overlord » rend hommage aux soldats du

(24) George E. CONDON JR, « Why Obama's Normandy visit is and isn't like Reagans », *National Journal*, 5 juin 2014.

(25) Michael DOLSKI / Sam EDWARDS / John BUCKLEY (dir.), *D-Day in History and Memory, the Normandy Landings in International Remembrance and Commemoration*, University of North Texas Press, 2014, chap. 2.

(26) Christina TWOMEY / Ernest KOH (dir.), *The Pacific War: Aftermath, Remembrance and Culture*, Taylor & Francis, Londres, p. 38.

(27) *Ibid.*, p. 41.

Débarquement, en retraçant les différentes étapes de l'opération, depuis ses origines en 1940 jusqu'à la victoire en Normandie en 1944 (28).

Le 6 juin 1984, la Reine d'Angleterre rend hommage aux soldats britanniques et du Commonwealth au cimetière militaire de Bayeux, site du principal mémorial britannique en Normandie et au-dessus de l'entrée duquel figure l'inscription « Nous, naguère conquis par Guillaume, avons aujourd'hui libéré la terre natale du Conquérant ». Elizabeth y accueille le président Mitterrand qu'elle rejoindra par la suite pour la cérémonie internationale sur Utah Beach, tandis que le prince Charles se rend au cimetière militaire de Ranville, premier village de Normandie à avoir été libéré par les troupes alliées en amont des assauts sur les plages, grâce à l'action des parachutistes de la 6^e division aéroportée britannique (29).

Il convient en outre de signaler que la commémoration de 1984 a eu lieu deux ans à peine après la guerre des Malouines, au cours de laquelle le Royaume-Uni bénéficia du soutien des Etats-Unis dans le conflit qui l'opposa à l'Argentine. Les cérémonies du 6 juin et la présence du président Reagan ont ainsi été l'occasion pour les Britanniques de mettre en avant l'alliance anglo-américaine. A cette époque, les Britanniques comparent presque tous les aspects de la guerre des Malouines (les Falklands) à la Seconde Guerre mondiale (30). Les cérémonies britanniques du 6 juin 1984 visent ainsi à faire le lien entre la victoire contre l'Argentine et le Débarquement en Normandie : à Ranville, des parachutistes vétérans des Falklands, notamment de la bataille de Goose Green, reproduisent le saut en parachute de la 6^e division aéroportée au-dessus du village normand en juin 1944, tandis qu'à Arromanches ce sont les Royal Marines vétérans du débarquement à San Carlos qui débarquent sur les plages en Normandie (31). Margaret Thatcher, qui a repris le flambeau de Churchill durant la campagne des Malouines, a posé devant les photographes à la fois avec les vétérans de Normandie et avec ceux des Falklands (32).

1994 : ELARGISSEMENT DU PROPOS

Le cinquantenaire du Débarquement a lieu sous le second mandat de François Mitterrand, dans un contexte radicalement différent de celui de 1984. La chute du bloc soviétique entraîne « *l'assèchement de la veine commémorative* » (33). Les discours ne sont dès lors plus orientés vers les ennemis extérieurs. La disparition de la menace soviétique entraîne en outre un moindre investissement anglo-américain : « *Avec la disparition*

(28) Cf. le site Internet www.Ddaymuseum.co.uk.

(29) John EZARD, « Queen pays tribute » *The Guardian*, 7 juin 1984 ; David FAIRHALL, « Americans hold their fire for Utah Beach », *The Guardian*, 6 juin 1984.

(30) Michael DOLSKI / Sam EDWARDS / John BUCKLEY (dir.), *op. cit.*, chap. 2.

(31) La bataille de Goose Green (27 mai 1982) et le débarquement à San Carlos (21-25 mai 1982) ont été des batailles décisives de la guerre des Malouines.

(32) Michael DOLSKI / Sam EDWARDS / John BUCKLEY (dir.), *op. cit.*, chap. 2.

(33) Gilles VERGNON, *op. cit.*, p. 152.

de la menace soviétique, les Anglo-Américains se sont livrés à une moindre exploitation symbolique du 6 juin, alors que la logique de Guerre froide qui prévalait dans les années cinquante avait longtemps dicté sa loi » (34).

La pédagogie des commémorations est moins nationale que concentrée sur les valeurs de paix. Bill Clinton, premier Président américain à ne pas avoir connu la guerre, déclare à la Pointe du Hoc : « *Nous avons grandi à l'abri des alliances fortes que vous avez forgées dans le sang sur ces plages » (35).*

François Mitterrand adopte un message plus européen, évoquant en particulier la crise que connaît l'ex-Yougoslavie. Dans son allocution à Omaha Beach, il tire des enseignements universels : « *Tirons-en la leçon ! Et d'abord, pour nous-mêmes, l'Europe sauvée ne pouvait être qu'une autre Europe. Trois cent quarante millions d'Européens, en attendant les autres, se sont dotés de lois communes. Un conflit armé est devenu entre eux inconcevable. Réconciliés, les adversaires de la bataille de Normandie marchent désormais du même pas. Puissent, de même, s'apaiser les déchirements qui, près de nous, – dans l'ancienne Yougoslavie –, plus loin de nous, – en Afrique noire –, et dans combien d'endroits du monde, ne profitent qu'à la mort ! »*

Si les commémorations sont, comme dix ans auparavant, un événement international, la question de la participation allemande n'est pas complètement réglée (36). Certains analystes – soulignant qu'en 1985 le président d'Allemagne de l'Ouest Richard von Weizsäcker avait qualifié le 8 mai 1945 de « *libération* » – croient percevoir un ralliement des Allemands à la représentation que les Alliés véhiculent de la Libération, effaçant ainsi « *leur ancienne perception de la défaite comme une humiliation nationale* » (37).

Or les Allemands ne sont toujours pas présents aux commémorations du 6 juin 1994. Lors d'un entretien conjoint de François Mitterrand et d'Helmut Kohl, dans *Libération* et la *Suddeutsche Zeitung* le 6 juin 1994, les dirigeants présentent cette absence comme le résultat d'un commun accord. Pour le Chancelier allemand, « *une participation allemande en cette occasion n'aurait pas été opportune* ». Ce que confirme le Président français : « *Le Chancelier Kohl et moi-même avons [...] jugé que l'anniversaire du Débarquement n'est pas l'occasion la plus convenable pour célébrer et consolider l'amitié franco-allemande. Mais nous savons bien en France que*

(34) Olivier WIEVIORKA, *op. cit.*, p. 259.

(35) Pour le discours du président américain Bill Clinton, cf. le site Internet www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50300.

(36) Figurent, parmi les chefs d'Etat présents : la reine d'Angleterre Elisabeth II, accompagnée du duc d'Edimbourg et du premier ministre John Major, qui se recueillent notamment à Arronanches ; Bill Clinton, qui se rend au cimetière américain de Colleville puis à la Pointe du Hoc ; Jean Chrétien, le Premier ministre canadien ; la reine Beatrix de Hollande ; Vaclav Havel, le président de la République tchèque ; son homologue polonais Lech Waleśa ; le roi Albert II de Belgique ; le roi Harald V de Norvège.

(37) Enzo TRAVERSO, « L'Europe et ses mémoires. Trois perspectives croisées », *Raisons politiques*, n° 36, 2009, p. 158.

la défaite du nazisme a permis l'édification d'une Allemagne démocratique avec laquelle nous avons tissé des liens plus étroits qu'avec aucune autre nation ». F. Mitterrand livre par ailleurs une interprétation minimale du sens de cette commémoration : « *Il est naturel que ceux qui ont été les acteurs ou les témoins de ces événements, ou ce qu'il en reste après cinquante ans, souhaitent se retrouver sur les lieux où ils ont vécu cet épisode, qu'ils souhaitent s'y recueillir. Ce sont des sentiments que chacun peut comprendre. Les cérémonies du 6 juin n'ont d'autre objet que de répondre à cette attente légitime.* »

Le Président français avait sondé la Chancellerie sur son éventuelle participation, mais Helmut Kohl, qui a perdu son frère à l'issue de la bataille de Normandie, a décliné l'invitation (38). En 1984, il avait confié au journal *Der Spiegel* que le 6 juin n'était « *pas une occasion pour un Chancelier allemand de faire la fête, quand d'autres commémorent leur victoire dans une bataille où des dizaines de milliers d'Allemands ont trouvé la mort* ».

Comme en 1984, une initiative est destinée à compenser cette absence : il s'agit du défilé d'unités allemandes de l'Eurocorps le 14 juillet 1994 sur les Champs-Élysées, suivi d'une commémoration conjointe le 8 mai 1945 à Berlin.

La couverture médiatique est plus importante encore que dix années auparavant. « *Le 50^e anniversaire permet au journal Ouest-France de tirer à plus d'un million d'exemplaires, les 6 et 7 juin 1994, tandis que France Télévision diffuse intégralement les cérémonies à plus de 100 millions de téléspectateurs et à une vingtaine de chaînes étrangères* » (39). Bruno Masure anime une émission pour la deuxième chaîne, en direct du Mémorial de Caen : s'y succèdent des témoignages de vétérans, des reportages, les explications de l'historien Pierre Miquel, ainsi qu'un entretien avec le Premier ministre de la cohabitation, Edouard Balladur. Ce dernier exprime par principe sa reconnaissance pour les alliés de la France, avant d'insister sur le rôle des Français, dans l'ordre : de Gaulle, la Résistance et la France libre (40).

Finalement, le contexte interne de cohabitation politique et la montée du Front national, font des commémorations une occasion d'afficher une unité nationale sur des valeurs communes. A Ouistreham, François Mitterrand rend hommage au Commando Kieffer devant une cinquantaine de ses vétérans. Cela fait écho à l'hommage qu'il a rendu à Jean Moulin le 17 juin 1993, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort, appelant à ne pas « *traiter les combattants de la Résistance comme des*

(38) Hubert VÉDRINE, « L'Europe de Mitterrand », *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*, n° 8, juin 2004, p. 1.

(39) Fabrice D'ALMEIDA / Sophie ROCHE, « Le Débarquement de Normandie : 70 ans de commémoration », *Huffington Post*, 5 juin 2014.

(40) La seconde partie du message d'Edouard Balladur est adressée à « *l'autre moitié de l'Europe* », qui s'est libérée et doit pouvoir accéder à son tour à la paix.

héros de roman », avant d'ajouter : « *Notre devoir est de rendre un sens à l'Histoire telle que nous l'avons vécue et dans le cas de Jean Moulin ce sens n'est pas niable, il n'est pas équivoque, car Jean Moulin incarne désormais une grande tradition, la grande tradition, celle du patriotisme [...]. C'est de cette tradition que nous avons la garde, mesdames et messieurs. On n'est pas quitte envers elle quand on l'a 'soigneusement roulée dans le linceul de pourpre où dorment les dieux morts'. Le message vit, la France aussi et nous en sommes comptables* ».

IL FAUT SAUVER LE SOLDAT RYAN :
UNE MÉMOIRE AMÉRICAINE DU 6 JUIN

A sa sortie en 1998, *Il faut sauver le soldat Ryan* de Steven Spielberg est immédiatement encensé par le public et par la critique, qui en retiennent, à juste titre, la scène d'ouverture sur Omaha Beach. D'une durée de 27 minutes pour un coût de 12 millions de dollars, filmée caméra à l'épaule, cette scène présente une série haletante d'images-chocs d'une extrême violence, dont l'immédiateté brutale rappelle les célèbres clichés saisis par Robert Capa avec la première vague américaine. La vision finale de la scène d'Omaha Beach est celle d'une plage rougie de sang et jonchée de cadavres mutilés, bien éloignée dans son esthétique de la guerre aseptisée du *Jour le plus long*. Cette scène introductive a été qualifiée de « *meilleure scène de guerre de tous les temps* » par le magazine *Empire*, la bible du cinéma américain.

Autre différence majeure avec *Le jour le plus long*, *Il faut sauver le Soldat Ryan* est un film spécifiquement américain, qui se focalise sur la mission d'une section américaine chargée de retrouver un parachutiste américain, James Ryan, seul survivant d'une fratrie de quatre frères, dont les trois autres viennent de mourir au combat et qu'il faut ramener au pays. *Il faut sauver le Soldat Ryan* a pour héros le capitaine John H. Miller (Tom Hanks), ainsi que les six hommes de sa section, le soldat Ryan, interprété par Matt Damon, ne faisant son apparition que vers la fin du film, lors de la bataille engagée dans la ville fictive de Ramelle pour protéger un pont stratégique contre un bataillon mécanisé allemand.

Le sacrifice de cette poignée d'hommes dans ce combat inégal est un hommage aux combattants américains. Les dernières images du film, tournées au cimetière militaire américain de Colleville-sur-Mer, montrent un James Ryan âgé entouré de sa famille, qui vient se recueillir sur la tombe du capitaine Miller, mort à Ramelle pour le protéger en lui faisant promettre de vivre une vie digne des circonstances qui lui ont permis de survivre. Elles évoquent le sacrifice des combattants américains, tout en mettant en scène le vétéran dont les souvenirs et l'émotion restent intacts après des décennies.

Contrairement au *Jour le plus long*, *Il faut sauver le soldat Ryan* met délibérément en scène la guerre dans toute son atrocité. Film patriotique,

qui s'ouvre et se conclut sur un drapeau américain, il n'est pas dénué d'accents pacifistes. Les chaînes des soldats tombés se comptent par centaines et remplissent des sacs entiers; parmi les lettres de soldats morts, dont l'une est recopiée pour qu'une version non tachée de sang puisse parvenir à sa famille ; la main du Capitaine Miller tremble involontairement tout au long du film, symbolisant ainsi les traumatismes psychologiques infligés par la guerre. Ce sont en outre non seulement les héros qui sont mis en scène, mais également les lâches, à l'instar du jeune traducteur paralysé de terreur qui, ne parvenant pas à grimper les escaliers qui lui permettraient de ravitailler ses compagnons en munitions lors de la bataille finale, reste prostré et se met à l'abri tandis que l'un de ses compagnons se fait poignarder de façon particulièrement cruelle par un soldat allemand.

Les Français sont absents du *Soldat Ryan* – sinon sous la forme d'une famille terrifiée qui tente, de façon assez improbable, de confier ses enfants à la section américaine. Les Allemands, peu montrés, le sont sans concession, comme un ennemi cruel et implacable, auquel répond, du côté américain, une violence sans retenue : on exécute de part et d'autre des prisonniers ; un prisonnier allemand qui, épargné et relâché par le capitaine Miller, en profite pour retourner combattre aux côtés de ses camarades est finalement capturé et abattu de sang-froid par le jeune traducteur.

Le Jour le plus long et *Le Soldat Ryan* sont deux grands films très différents mais qui se complètent : le premier est le fruit d'une collaboration internationale, centré sur l'histoire des événements, le second un film sur l'expérience des combattants américains et une réflexion sur le sens de leur sacrifice. Alors que *Le Jour le plus long* est plus un documentaire historique, stylisé et préservant la sensibilité du spectateur, *Le Soldat Ryan* montre la guerre avec un réalisme (41) qui n'en exclut ni la violence ni la peur.

Il faut sauver le soldat Ryan a permis à une nouvelle génération de spectateurs de s'intéresser aux événements du 6 juin 1944 et entraîné dans son sillage un regain d'intérêt pour le Débarquement en Normandie. Les vétérans américains y ont trouvé une image, qu'ils ont jugée fidèle, des épreuves qu'ils avaient endurées : après l'hommage collectif le temps leur semblait venu d'une reconnaissance de la souffrance individuelle des combattants. Non seulement le film de Spielberg a rempli cet office, mais il marque également une évolution de la mémoire du 6 juin, moins collective et plus nationale, et faisant de moins en moins de place au sens historique de l'événement au profit d'une célébration où se mêlent l'expérience

(41) L'extrême réalisme de Spielberg prend néanmoins plus de liberté avec la vérité historique que ne le fait Zanuck, par exemple dans la scène finale assez invraisemblable de la bataille de Ramelle (ville normande fictive) qui met en scène la deuxième division des Panzers, alors que cette dernière n'est intervenue dans les combats qu'en juillet 1944. Zanuck montre correctement les obstacles antichars dirigés vers l'intérieur (pour guider les embarcations vers les mines), alors que dans le film de Spielberg ils pointent vers le large.

concrète des combattants et une aspiration générale mais assez indistincte à la paix.

2004 : L'OMBRE DE L'IRAQ

En 2004, c'est la guerre d'Iraq qui est en toile de fond des commémorations. L'Allemagne y participe pour la première fois en la personne du chancelier Schröder. Le *Spiegel* commente ainsi l'événement : « *Il y a dix ans, cela aurait été délicat ; il y a vingt ans, cela aurait été une provocation et il y a trente ans, impensable. Aujourd'hui, c'est possible.* » Du coup, la Russie, que représente Vladimir Poutine, est invitée à participer, pour la première fois, aux commémorations.

La diplomatie française, soucieuse d'apaiser la rupture avec les Etats-Unis de 2003 a insisté dès janvier pour que George Bush soit présent aux commémorations de juin 2004, dont elle espère qu'elles permettront de rétablir les relations franco-américaines. Bush répond positivement en mars, et, la veille de sa venue, explique : « *cela démontrera aux spéculateurs et aux cyniques en tout genre que la France et les Etats-Unis peuvent coopérer et œuvrer ensemble à la solution des grands problèmes du monde* » (42). Le président Bush rend en outre hommage à l'amitié historique qui lie les Etats-Unis à la France, pays qu'il qualifie d'« *America's first friend in the world* », tandis que le président Chirac lui offre un exemplaire original de l'ouvrage de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*. La journée du 6 juin fut précédée d'une réunion de travail suivie d'un dîner à l'Elysée, au cours duquel des questions liées à l'Iraq et au Moyen-Orient sont évoquées (43).

Des deux côtés, on a joué le jeu de l'entente retrouvée. Au cimetière américain de Colleville-sur-Mer, Jacques Chirac parle de la gratitude éternelle de la France envers ses alliés : « *nous n'oublierons jamais* » dit-il au président américain et aux vétérans présents. De son côté, George Bush rend hommage aux nations qui ont combattu aux côtés des Américains pour la libération de l'Europe, aux combattants et à « *l'enfer* » qui les attendait sitôt quittées leurs barges de débarquement, allusion peut-être au film de Spielberg, et conclut sur la désolation des plages jonchées de débris le soir du 6 juin, débris parmi lesquels il y avait des bibles en nombre : « *nos boys portaient sur eux le livre qui a amené au monde ce message qu'il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour son prochain* ». Sur le plan politique, il se borne à évoquer « *la grande alliance de la liberté* » formée alors, en soulignant qu'elle est encore nécessaire.

A l'instar de Ronald Reagan vingt ans plus tôt, le président Bush est candidat à sa propre réélection en 2004. Comme son prédécesseur, il saisit cette occasion en homme d'Etat en s'appropriant l'idéal que Reagan avait

(42) Entretien téléphonique entre J. Chirac et G. W. Bush, 25 mai 2004, Archives de la présidence, 5AG5 AP6, rapporté in Vincent NOUZILLE, *Dans le secret des présidents*, Fayard, Paris, 2010, p. 444.

(43) Notamment les questions relatives à la dette iraquienne et à la résolution 1 546 qui sera votée le 8 juin et approuvera la formation d'un gouvernement intérimaire en Iraq.

invocé lors de son discours de la Pointe du Hoc : celui de l'usage de la puissance militaire américaine non dans un esprit de conquête, mais afin de libérer des peuples asservis (44). Le président Bush répond également aux critiques du Parti démocrate et montre qu'il est capable de rassembler le camp occidental.

Côté britannique, la reine d'Angleterre est accompagnée par le duc d'Edimbourg, par le prince Charles ainsi que par le Premier ministre. Affaibli par son engagement inconditionnel aux côtés des États-Unis en Iraq, Tony Blair cherche à utiliser l'événement pour justifier ce choix controversé. Alors que Margaret Thatcher s'était approprié le D-day de Winston Churchill lors de sa victoire dans les Falklands, la commémoration de 2004 est l'occasion pour Blair de tenter de se situer dans cette double lignée.

Dans un entretien accordé au *Guardian* le 6 juin 2004, il déclare : « *le D day est pour moi le symbole de la libération de l'Europe, de la force de l'alliance anglo-américaine et des transformations de l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est une célébration de ces choses et c'est donc une commémoration extraordinairement stimulante* ». Dans le même entretien, il revient sur les Accords de Munich, en rappelant combien ils avaient été populaires, alors que le jugement de l'histoire devait être bien différent, façon de se justifier de son choix d'intervenir en Iraq alors même qu'il lui a valu la désaffection de l'opinion britannique (45).

Notons, enfin, que Steven Spielberg et Tom Hanks participent aux cérémonies du 6 juin 2004 et que leur présence et leurs entretiens avec les vétérans sont abondamment couverts par la presse. Quant au *Jour le plus long*, il n'est pas absent de la célébration, puisque c'est la musique composée pour le film par Maurice Jarre qui accueille les participants aux cérémonies internationales à Arromanches.

2009 : AFFICHAGE FRANCO-AMÉRICAIN, INCIDENT BRITANNIQUE

Les commémorations de 2009 sont marquées par le souci français de donner un relief particulier à leur dimension franco-américaine. Les *leaders* européens s'empressent alors de se montrer aux côtés d'un Président américain nouvellement élu et à la popularité planétaire. Pour Nicolas Sarkozy qui, dans la campagne de 2007, a assumé une ligne pro-américaine inédite en politique intérieure et ensuite procédé au retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, effectif en mars 2009, la participation de Barack Obama aux commémorations du 6 juin est l'occasion de marquer cette proximité, symbolisée par une conférence

(44) « *In Normandy, Bush honours veterans of D-day* », *New York Times*, 6 juin 2004. Le président Bush rend par ailleurs hommage au président Reagan dans son discours de Coleville, l'ancien Président des États-Unis étant décédé quelques jours avant la cérémonie de commémoration.

(45) Entretien avec Tony Blair, « *Tony Blair in conversation with Tristram Hunt. D-day's outcome was the beginning of a new Europe* », *The Guardian*, 6 juin 2004.

de presse commune le 5 à Caen, suivie d'un dîner des deux couples présidentiels. Les Obama se rendent à Paris pour une visite privée que prolongent de quelques jours Mme Obama et ses filles.

Ce traitement est d'autant plus saillant, qu'il contraste avec une escale qu'on pouvait juger désinvolte d'Obama en Allemagne sur le chemin de la Normandie : sans passer par Berlin, le Président américain a visité Buchenwald, puis Dresde, où il a rencontré la Chancelière et signé le livre du Mémorial du bombardement de 1945. Cela lui a valu le double reproche d'une presse allemande inquiète de la brièveté de son séjour et d'une droite américaine qui a vu dans la visite de Dresde « *une nouvelle étape dans sa tournée d'excuses [his apology tour]* » marquée par son Discours du Caire du 4 juin (46).

Cette préférence pour la dimension franco-américaine de l'événement ne mériterait pas d'être relevée si la France n'avait omis d'inviter la reine d'Angleterre à participer aux cérémonies. Les autorités françaises confirment avoir invité le premier ministre Gordon Brown et avoir souhaité donner aux cérémonies du 6 juin une dimension principalement franco-américaine (47).

Alors que Buckingham Palace garde son flegme devant cette situation inédite, les *tabloïds* britanniques se déchaînent, dénonçant un crime de lèse-majesté et une insulte aux soldats britanniques et du Commonwealth morts pour la libération de la France (48). Finalement, une invitation est adressée à Buckingham Palace et c'est ensemble que le prince Charles et le Premier ministre Gordon Brown se rendent aux cérémonies en Normandie. Elizabeth II s'abstient quant à elle d'y participer et se rend à la place à Portsmouth pour célébrer les 25 ans du Musée du D-day.

Le souci de Nicolas Sarkozy d'apparaître aux côtés de Barack Obama en partenaire privilégié du nouveau Président américain lors des cérémonies de commémoration au détriment de la reine d'Angleterre a été fortement critiqué, en France et surtout au Royaume-Uni. Si l'incident est inédit, il témoigne d'un déséquilibre progressif dans la mémoire française, qui a vu la dimension britannique du Débarquement diminuer au profit de sa dimension américaine.

En Angleterre, la mémoire du Débarquement et des pertes qu'il a causées reste vive. En 2009 a été commémorée pour la première fois l'attaque dont

(46) Obama n'a formulé aucune excuse à Dresde. Reagan s'était abstenu de visiter un camp de concentration en 1984, avant d'improviser une visite de Bergen-Belsen après le fiasco du dépôt de gerbe à Bitburg.

(47) Cf. la calamiteuse explication de Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, le 28 mai, lorsque éclate l'affaire : « *Nos interlocuteurs sur cette cérémonie sont les membres du gouvernement britannique, qui ont souhaité s'associer à une cérémonie qui était au départ franco-américaine. Le 6 juin 2009, c'est d'abord une cérémonie franco-américaine* », *Le Monde*, 29 mai 2009.

(48) Les chiffres concernant le nombre des victimes militaires lors du Débarquement en Normandie sont des estimations. 29 000 soldats américains auraient été tués (106 000 blessés ou disparus), 11 000 soldats britanniques, australiens et néo-zélandais (54 000 blessés ou disparus), 5 000 soldats canadiens (13 000 blessés et disparus), selon les chiffres de la *Britannia Encyclopedia* en 1998. Concernant les estimations des pertes militaires, cf. également le site Internet du musée D-day de Portsmouth, www.ddaymuseum.org.

les troupes alliées furent la cible au moment de la répétition générale du Débarquement : le 28 avril 1944, dans le cadre de l'Opération Tigre, environ 30 000 soldats et 300 vaisseaux se livraient à des exercices militaires sur les plages de Slapton Hands dans le Devon, jouant à la fois leur propre rôle et celui des Allemands, lorsque des bateaux de débarquement furent repérés par hasard et attaqués par des vedettes lance-torpilles allemandes, causant la mort de 749 soldats et marins. Ce désastre fut classé secret défense par crainte de l'effet psychologique qu'il pourrait avoir sur les troupes alliées. Les militaires qui avaient participé à l'Opération Tigre furent tenus au silence. Cependant, en 1969, un promeneur retrouva des vestiges de l'exercice Tigre sur la plage de Slapton et la lumière finit par être faite sur cet épisode (49).

2014 : CONSENSUS ET CHORÉGRAPHIE

Le temps a passé. Des cérémonies de 2014, marquées par nul incident, on a surtout retenu qu'elles ont été la dernière commémoration décennale à laquelle les vétérans ont eu la chance d'assister en nombre. Barack Obama est devenu un dirigeant comme les autres, si bien que la personnalité la plus remarquée cette année-là a sans conteste été la reine d'Angleterre, dont on s'est souvenu qu'elle a porté l'uniforme pendant la Seconde Guerre mondiale ; elle a été chaleureusement reçue, revanche méritée sur l'écart diplomatique dont elle a été l'objet en 2009.

Sur le plan politique, le seul événement notable a été l'organisation, par la diplomatie française, d'une rencontre non programmée entre Vladimir Poutine et son homologue ukrainien, Petro Porochenko, sous les auspices de François Hollande et d'Angela Merkel. Cette rencontre, critique à un moment où la crise ukrainienne menaçait de dégénérer en affrontement direct entre forces ukrainiennes et russes, a été un succès pour la France, pays hôte, et devait se reproduire en août et en octobre suivants sous l'appellation de « Format Normandie ».

Les commémorations elles-mêmes ont pris la forme, selon l'habitude, d'une série de cérémonies nationales, suivies d'une cérémonie internationale. Pour les premières, on peut citer la cérémonie franco-polonaise en présence des présidents français et polonais au cimetière polonais d'Urville ; une cérémonie franco-canadienne au centre *Juno Beach* à Courseulles-sur-Mer en présence du prince Charles et du premier ministre canadien Stephen Harper ; une cérémonie franco-danoise à Utah Beach en présence de la reine Margaret II et du ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve ; une cérémonie franco-norvégienne à Hermanville-sur-Mer en présence du roi de Norvège Harald V, du premier ministre norvégien Erna Solberg et du ministre français de la Défense

(49) « Tragic D-day exercise date marked », BBC News, 28 avr. 2004. Cf. le site Internet www.exercisetigermemorial.co.uk.

Jean-Yves Le Drian ; une cérémonie franco-néerlandaise à Arromanches et une cérémonie franco-belge à Trouville-sur-Mer.

La cérémonie internationale a eu lieu le 6 sur la plage Riva Bella d'Ouistreham (*Sword*), en présence de 18 chefs d'Etat et de gouvernement (50). Faut-il y voir le signe que la mémoire du Débarquement du 6 juin est désormais devenue universelle (51) ? Le spectacle de la cérémonie internationale, impliquant 5 000 danseurs et figurants bénévoles et 150 enfants, s'est en tout cas voulu consensuel, avec ses quatre tableaux sur l'Europe occupée, le Débarquement, le long chemin de la victoire et les chemins de la paix et de la construction européenne. Mêlant musique, danse, images d'archives et discours, cette scénographie replace le Débarquement dans l'histoire de l'Europe, des années 1930 aux années 1960.

Dans le premier tableau, celui de l'Europe occupée, des danseurs vêtus de noir qui représentent l'Allemagne nazie entrent en scène, tandis que des danseurs vêtus de gris représentent les peuples opprimés de l'Europe, alors que les images cinématographiques montrent les peuples souffrant, notamment en Yougoslavie, en Pologne, en France, ou encore en Grèce : « *après quatre ans de guerre, de l'Atlantique à la Volga, de la Norvège au littoral méditerranéen, les peuples souffrent sous l'étendard à croix gammée* ». Les danseurs vêtus de gris sont à terre dans une posture de soumission. Les « collaborateurs » qui, dans certains pays, se mettent au service de l'« Ordre noir » sont évoqués. Des images de Juifs montant dans les trains qui vont les mener vers les camps de la mort s'affichent. Puis viennent les images montrant la résistance armée, mention étant également faite de l'opposition à Hitler qui tente de s'organiser en Allemagne. Petit à petit, les danseurs qui représentent les peuples se redressent. La mise en scène se poursuit en retraçant l'histoire de la guerre jusqu'à l'Opération Overlord. Des images de la guerre en Union soviétique, en Afrique du Nord et dans le Pacifique s'affichent, les armées alliées étant partout à l'offensive, ce qu'illustre l'arrivée sur scène de danseurs vêtus de combinaisons kaki. Puis viennent les images du débarquement en Sicile et de la campagne d'Italie et celles des préparations militaires des Allemands, notamment des bunkers du Mur de l'Atlantique ou encore d'officiers allemands qui scrutent l'horizon à l'aide de lunettes, guettant le moment inévitable du Débarquement allié.

(50) Les chefs d'Etat et de gouvernement qui ont été invités à la cérémonie internationale à Ouistreham le 6 juin 2014 ont été : la chancelière allemande Angela Merkel, le président russe Vladimir Poutine, le président des Etats-Unis Barack Obama, la reine Elizabeth II, le roi des Belges Philippe, le premier ministre du Canada Stephen Harper, le premier ministre d'Ukraine Vladimir Porochenko, la reine du Danemark Margaret II, le président de la République hellénique Karolos Papoulias, le président de la République italienne Giorgio Napolitano, le grand-duc Henri de Luxembourg, le roi de Norvège Harald V, le premier ministre d'Australie Tony Abbott, le gouverneur général de Nouvelle-Zélande Jerry Mateparae, le roi des Pays-Bas Willem Alexander, le président de la République de Pologne Bronislaw Komorowski, le président de la République tchèque Milos Zeman, le président de la République slovaque Ivan Gasparovic.

(51) Olivier WIERKOWA, « La mémoire du Débarquement est devenue universelle », *Le Figaro*, 30 mai 2014.

Dans le deuxième tableau, celui du « jour le plus long », les danseurs représentant les peuples reviennent sur scène en silence. Les préparatifs et la logistique du Débarquement sont évoqués – y compris la jeune princesse Elizabeth, future reine d'Angleterre, participant à l'effort en mettant ses mains dans le cambouis du moteur d'un véhicule. Le rôle de la résistance française est illustré par le déraillement d'un train, tandis que les danseurs miment des gestes d'espionnage et de sabotage. Les opérations militaires de la nuit du 5 au 6 sont ensuite décrites. Les danseurs vêtus de kaki entrent en scène, attendant en groupe sur le rebord du plan de l'Europe, tandis qu'un feu d'artifice évoque les bombardements alliés. Les danseurs commencent alors à avancer progressivement sur la carte de l'Europe, au ralenti, mimant l'assaut des plages, un grand nombre d'entre eux tombant à terre. La voix d'Eisenhower annonçant le Débarquement le matin du 6 juin, puis celle du général de Gaulle s'exprimant le soir (« *La bataille suprême est engagée, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France* ») sont entendues.

Le troisième tableau, celui du long chemin de la victoire, illustre d'abord la bataille de Normandie avec ses victimes civiles : images des villes de Normandie dévastées dont celles de Caen, « ville martyre » ; puis images de la libération de Paris et du débarquement en Provence ; images de Berlin bombardée, du drapeau soviétique hissé sur le Reichstag. De nombreux danseurs habillés cette fois dans des couleurs vives entrent en scène au son de musiques de jazz, sur fond d'images des moments de liesse à Paris, Londres, Moscou et New York. Enfin, vient l'évocation des 50 millions de morts de la Seconde Guerre mondiale, tandis que des images des camps de la mort sont projetées. Les danseurs font face aux écrans, immobiles et silencieux, illustrant le moment où le monde a découvert toute l'horreur des camps de concentration nazis. Enfin, apparaissent sur les écrans les vétérans qui assistent à la cérémonie, sous les longs applaudissements du public. Une sonnerie aux morts retentit, tandis que les haut-parleurs chuchotent « plus jamais ça, plus jamais ça ».

Le quatrième et dernier tableau met en scène les chemins de paix et de la construction européenne. Les danseurs en habits colorés se rassemblent et ramassent les débris (en carton-pâte) épars sur scène, symbolisant la reconstruction. Des images de la conférence de San Francisco et du Congrès de La Haye apparaissent. Robert Schuman déclare : « *L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble ; elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait* ». Les danseurs représentant les peuples placent une à une sur la carte de l'Europe les étoiles représentant les douze pays membres de la Communauté économique européenne, au son de l'*Hymne à la Joie* tiré de la 9^e symphonie de Beethoven. Puis vient l'évocation du Traité de Rome de 1957 et de l'Europe avançant vers son unité. Plusieurs dizaines d'enfants entrent alors en scène et se joignent aux populations. Enfin, un vétéran allemand et un vétéran français du jour du 6 juin avancent ensemble vers

la scène dans un geste de paix et de réconciliation fraternelle, tandis qu'est invoqué « *l'esprit de liberté qui a triomphé sur ces plages et qui a fait du 6 juin 44 une journée qui a marqué pour toujours l'histoire de l'humanité* ». Le spectacle se termine par le passage de la patrouille de France et par un feu d'artifice final sur la plage qui s'embrase.

* *
*

On ne va pas s'arrêter de commémorer le Débarquement du 6 juin 1944. La grandeur de l'événement, l'exploit militaire que constitue l'opération, le nombre de pays qu'elle implique et le lien symbolique qu'elle perpétue entre eux, la clarté de la cause qu'elle sert et l'ampleur de ses répercussions lui assurent un avenir certain. La force de l'habitude va aussi contribuer à maintenir les commémorations : qui voudra prendre la responsabilité d'y renoncer ? Il n'y a aucun signe d'un déclin dans l'ampleur et les répercussions médiatiques des cérémonies, au contraire.

La signification politique de l'événement n'a cessé d'évoluer au cours des décennies. Après le temps de la double célébration de la victoire sur l'Allemagne et de la Libération, on a relu le 6 juin à la lumière de la Guerre froide jusqu'aux années 1980, de l'unité européenne et de la guerre de Bosnie en 1994. On a cherché à valoriser ces causes en les éclairant du même sens lumineux que les combats de 1944. En 2004, la grande affaire était l'Iraq, qui divisait trop, et on a renoncé à la rapporter au 6 juin. De même, aujourd'hui, aucune cause ne se présente qu'on puisse tenter de situer dans sa continuité. Il s'en présentera peut-être à l'avenir.

Les mémoires nationales du 6 juin n'ont jamais coïncidé : il n'est pas chargé du même sens pour les Américains, les Britanniques ou les Français et *a fortiori* pour les Russes. Les Allemands eux-mêmes y ont longtemps vu, jusqu'à Helmut Kohl, une défaite qu'il ne leur convenait pas de célébrer, avant que Richard von Weizsäcker, puis Gerhard Schröder n'y voient une libération. Le cercle des participants aux commémorations, ainsi élargi, rend plus difficile que jamais d'en faire une lecture commune, au-delà des messages assez convenus qu'a véhiculés la chorégraphie du 6 juin 2014.

Les pays participants aux commémorations de Normandie ont toujours, dans le cadre de cérémonies nationales, eu leurs propres mots et leurs propres images pour célébrer le 6 juin. Tous, cependant, ont évolué dans le même sens : une plus grande attention portée à la mémoire des combattants, à leur expérience individuelle et à leurs souffrances. Pour la France, la mémoire longtemps silencieuse des pertes civiles provoquées par les bombardements alliés et les combats s'est davantage exprimée au cours des deux dernières décennies, tout particulièrement en 2014.

L'événement s'éloigne, ses participants, héros et victimes, disparaissent et il est de plus en plus hasardeux d'en rapporter le sens à des causes actuelles. Tout en s'éloignant, cependant, il reste lumineux. La fascination

qu'il exerce ne se dément pas. Symbole chargé de sens divers, qu'illustrent des films aussi différents que *Le Jour le plus long* et *Il faut sauver le soldat Ryan*, il n'est pas universel dans sa signification mémorielle mais il l'est sans doute et le restera longtemps dans sa résonance.